

État et gouvernance en Guinée-Bissau : une histoire de contraintes et de coups d'états de 1980 à 2019

Moussa BA
Université Cheikh Anta Diop
moussa16.ba@ucad.edu.sn

Résumé :

Cette étude est motivée par l'analyse de la problématique de l'État en Afrique de l'Ouest, notamment dans le cas de la Guinée-Bissau. Jadis, une colonie portugaise qui s'est battue pour son indépendance sous la houlette du PAIGC, dirigée par Amilcar Cabral, la Guinée-Bissau a, tout au long de son histoire post-coloniale, présenté l'image d'un État défaillant. Cette situation est due à plusieurs facteurs, dont certains se trouvent dans la nature de l'accession du pays à l'indépendance. Cet article analyse l'évolution constitutionnelle de l'État en Guinée-Bissau où plusieurs coups d'État ont entraîné des changements de régime politique. Cette analyse fait recours à l'approche sociologique de Weber de la domination de l'État pour souligner le fait que l'armée est l'un des principaux problèmes qui mine la gouvernance en Guinée-Bissau.

Mots-clés : colonisation, patrimonialisme, institutions politiques, système politique, violence

Abstract:

This study is motivated by the need to question the State in West Africa, especially in the case of Guinea-Bissau. Once a Portuguese colony that fought so hard for independence under the leadership of the PAIGC, led by Amilcar Cabral, Guinea-Bissau has, throughout its post-colonial history, presented the image of a failing state. This situation is due to several factors, some of which are to be found in the nature of the country's accession to independence. This paper analyzes the constitutional evolution of the state in Guinea-Bissau where several times coups have led to changes in political regime. It uses Weber's sociological approach of State domination to highlight the fact that the army is among one of the main matters undermining governance in Guinea-Bissau.

Keywords: Colonization, Patrimonialization, Political institutions, Political system, Violence

Introduction

La Guinée portugaise, comme on l'appelait jadis, a connu une colonisation et une décolonisation violentes. Cette violence tire sa source de la nature du colonialisme portugais en Afrique et plus particulièrement en Guinée-Bissau. En 1963, Amilcar Cabral lançait clandestinement la lutte armée pour libérer son pays de la dictature coloniale. En 1974, l'ex-colonie se libérait totalement de la tutelle qu'on lui avait imposée, pour installer le parti-État au pouvoir ; ainsi naissait l'État-nation en Guinée-Bissau, promis à un bel avenir. Pourtant, l'espoir suscité par la lutte de libération ne s'est toujours pas matérialisé à cause d'un État failli qui peine à développer des politiques publiques cohérentes au grand bonheur de la population. La réflexion s'articule autour de la question suivante : comment les contraintes socio-politiques ont entravé l'essor d'une bonne gouvernance en Guinée-Bissau au point de rendre l'État défaillant ? Cette analyse du phénomène politique en Guinée-Bissau, à travers une approche de la domination institutionnalisée, met en avant l'idée que l'ingérence persistante des forces armées, fragmentées pour des intérêts socio-politiques, dans la politique civile en Guinée-Bissau a entravé la consolidation démocratique et institutionnelle, contribuant ainsi à un cycle continu de coups d'État et d'instabilité gouvernementale. En s'inspirant de l'approche sociologique et politique conçue par Max Weber (M Weber, 1963) comme théorie, ce travail cherche à analyser les facteurs historiques et politiques ayant entravé la consolidation d'institutions étatiques efficaces et légitimes dans le pays. La méthodologie repose sur l'analyse diagnostique pour comprendre et identifier les facteurs qui produisent des effets et phénomènes sociopolitiques. Pour ce faire, cette étude est répartie en trois parties qui traitent respectivement de l'émergence du parti-État à l'avènement de l'État-nation, des différentes prises de pouvoir de 1980 à 2014 et des obstacles majeurs ayant conduit à la déliquescence des institutions de l'État bissau-guinéen.

1. L'origine de l'État en Guinée-Bissau

La Guinée-Bissau s'est libérée du joug colonial grâce à une guerre de libération menée par Amilcar Cabral et ses affidés du PAIGC (Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et du Cap-Vert) pour chasser les colons après l'échec des tentatives diplomatiques employées. L'implantation du PAIGC en Guinée-Bissau s'est effectuée au fur et à mesure que le système colonial disparaissait dans les milieux ruraux. Une nouvelle organisation politico-sociale, allant des organes centraux aux structures de la base voyait le jour. Une charpente structurée autour des comités nationaux qui représentent le pouvoir exécutif du PAIGC dans les milieux libérés. En réalité, le pouvoir exécutif du parti est ici représenté par la Commission Permanente dans

laquelle on retrouve le noyau central du PAIGC : Amilcar Cabral, Aristides Pereira et Luiz Cabral. Ils sont impliqués dans la gestion des comités nationaux du Nord et du Sud et s'occupent de la direction politique, militaire, la production d'abord, des questions économiques et sécuritaires ensuite, et enfin de la construction d'une communauté avec en priorité la santé et l'éducation. À l'intérieur de ces comités nationaux se trouvaient les comités régionaux où était également installé un appareil politique et administratif. Les régions étaient subdivisées en secteurs qui regroupaient des villages. L'intérêt de cette organisation résidait dans la nécessité de coordonner l'action politique au sein des villages et de les doter d'une représentation dans le leadership politique du parti-État. Il y avait une osmose réelle entre la population et les leaders dans la mesure où cette perspective de représentation des unités de base administrative entrait dans l'esprit démocratique du parti et la participation populaire effective dans celui-ci (P Chabal, 1983, p.107). Le PAIGC s'identifiait réciproquement aux populations et au noyau directeur du parti, dont les conceptions politiques mettaient en avant l'intérêt de la population dans toute initiative politique. C'est ce que Cabral concevait comme étant le centralisme démocratique, principe selon lequel les autorités centrales prenaient des décisions avec l'assentiment des représentants des masses, sur la base de l'opinion et des intérêts de la majorité (A Cabral, 1975, p.221). Cette organisation administrative a été initiée depuis la libération des zones, faisant de celles-ci des endroits sous-contrôle du PAIGC. En insistant sur l'agroéconomie, le parti mettait au centre de l'économie la production agricole et, de son essor émergea la création d'un marché littéralement appelé les magasins du peuple. Sur le plan éducatif des écoles sont créées et divers tribunaux sont conçus (tribunal militaire, tribunal de secteur et tribunal du peuple). L'appareil d'État prenait forme dans les zones libérées avec comme moteur le PAIGC et son leadership politique. Ce passage issu d'un rapport sur la situation en Guinée-Bissau résume de manière succincte les avancées du PAIGC dans les zones libérées :

Entre 1960 et 1974, près de 130 écoles sont construites en zones libérées et accueillent près de 200 enseignants et 15 000 enfants et adolescents. Près de 500 étudiants vont au lycée ou à l'université dans des pays amis, principalement du bloc de l'Est. Une mission spéciale des Nations unies qui se rend sur place en 1972 atteste que les enfants bénéficient d'un programme scolaire « complet ». Dans le secteur de la santé, le PAIGC a construit neuf hôpitaux et 117 cliniques et mis en place 23 équipes médicales mobiles en 1969. Un nouveau système judiciaire basé sur la participation directe des villageois débute en 1966. Les « tribunaux du peuple » jugent les cas non criminels et fonctionnent à l'échelle du village avec des juges élus par les villageois, sur la base du droit traditionnel. Le secteur économique est géré par le biais de « magasins du peuple » fournissant les populations en commodités de base en échange des surplus de production agricole. (International Crisis Group, 2008, 6)

C'est ainsi que le PAIGC fonctionnait dans les zones rurales en se dotant des attributs d'un État. En effet sur le plan juridique, il faut ces trois conditions réunies pour parler d'État : un territoire, une population et un élément d'ordre institutionnel tel un gouvernement. Ainsi, l'inexistence d'un gouvernement ne permettait pas une reconnaissance internationale du PAIGC comme instance politico-institutionnelle des aspirations légales des Bissau-guinéens. Dès lors, on reconnaît que le PAIGC a un pouvoir politique qu'il exerce mais qui n'est pas institutionnalisé du fait du statut de territoire colonisé de la Guinée-Bissau. Pour pallier ce blocage juridique qui freine la stratégie de libération, les autorités du parti invitèrent de nombreux journalistes et observateurs pour montrer à la face du monde que leur parti détenait dorénavant le contrôle administratif, politique et économiques des zones libérées du colonialisme portugais. Cette initiative fut fructueuse car, le PAIGC fut reconnu par l'ONU comme le représentant légitime du peuple de Guinée-Bissau. Par conséquent, les racines de l'État en Guinée-Bissau sont à trouver de manière embryonnaire dans le milieu rural et celui-ci se développa davantage avec la création d'un Parlement qui selon Cabral devait contrôler les activités du PAIGC dirigeant le peuple (A Cabral, 1975, p.285). C'est ainsi que l'Assemblée Nationale Populaire fut créée, après des élections, pour illustrer l'existence d'une forme d'État en Guinée-Bissau en 1972, cette institution se chargea de mettre en place la première constitution du pays. Pour ainsi marquer la primauté du peuple dans l'action politique du PAIGC, Cabral disait :

L'Assemblée Nationale Populaire de Guinée (A.N.P.) est créée sur la base du principe selon lequel le *pouvoir* vient du peuple et doit servir le peuple. L'A.N.P. est l'organe le plus élevé de l'État national que notre peuple a forgé dans la lutte et est en train de développer et consolider chaque jour davantage. C'est l'organe suprême de la souveraineté de notre peuple en Guinée, conquise au prix d'une lutte héroïque et pleine de sacrifices. (1975, 289)

Ainsi, l'ANP première instance moderne institutionnelle, au cours de sa première session Joao Bernardo Vieira, qui en fut le premier président, proclama l'indépendance partielle de la Guinée-Bissau le 24 septembre 1973, des mois après l'assassinat de Cabral. Cette indépendance partielle correspondait aux zones libérées. Avec la reconnaissance de son indépendance totale à l'issue de la Révolution des Œillets, Luiz Cabral, demi-frère de Amilcar Cabral, hérita des rênes du pouvoir politique et devint ainsi le premier président de la République de la Guinée-Bissau. C'est par ce procédé sanctionné par la lutte armée, que l'État naissait dans cette ancienne colonie portugaise, dans un système politique à travers lequel, le PAIGC exerçait un

« contrôle » sur une masse humaine contenue dans une circonscription géographique avec une prééminence de son idéologie et de son idéal de gouvernance.

2. Divergence, clientélisme et institutionnalisation de l'armée comme pouvoir de 1974 à 2014

Au lendemain de son indépendance, en 1974, Luiz Cabral mît en place le premier gouvernement de la Guinée-Bissau composé essentiellement de Capverdiens. Les Bissau-guinéens de souche ayant été pendant longtemps négligés par l'idéologie coloniale portugaise, les seuls privilégiés de ce système devenaient par conséquent les *assimilados*. Ils étaient ainsi les mieux préparés à gérer la bureaucratie du nouvel État, avec le PAIGC dont le pouvoir politique est tributaire des aspirations de la population. Cette prééminence des Capverdiens sur les autochtones, considérés autrefois comme des indigènes, allait semer les germes des futures discordes qui ébranlèrent l'État. C'est d'ailleurs l'interprétation qu'en fait Forrest lorsqu'il écrit : "The fact that Cape Verdeans had been classified as Civilizados, which accorded a social status of near equivalence to the Portuguese, accentuated their separation from the *indigena* African masses and helped set the stage to postcolonial conflict" (2002, p.250). Au sein du PAIGC et de l'armée, les Bissau-guinéens commencèrent à développer un sentiment d'occupation et d'accaparement mais surtout de suspicion et de méfiance à la suite d'une telle conduite des Capverdiens. Ceux-ci cherchaient à contrôler la Guinée-Bissau et à réduire les autochtones à des positions inférieures dans la gestion du pays. Une cassure intervînt officiellement le 14 novembre 1980 lorsque, couplé à des conjonctures socio-économiques, le Premier ministre et ancien vétéran de la guerre de libération, Joao Bernardo Vieira renversa le gouvernement de Luiz Cabral avec le soutien de l'armée composée en très grande majorité de Balantes, sans effusion de sang. Forrest résume les causes de ce premier coup d'état en mettant en avant les contradictions et schismes survenus entre le PAIGC et le gouvernement, entre les Capverdiens et les Balantes et entre Luiz Cabral et Vieira (J Forrest, 1987, p.105).

Avec l'accession au pouvoir de Vieira, connu aussi sous le nom de Nino Vieira, l'État à continuer à se dégrader. En effet, il s'est inspiré de son prédécesseur qui se servait d'un réseau clientèle pour assurer son maintien au pouvoir et se donner une légitimité à travers une base politique. Ce clientélisme entraînait *de facto* une « discrimination » entre des membres d'un parti ayant tous lutté ensemble pour libérer la Guinée-Bissau. Imbu de son aura en tant que figure marquante de la lutte de libération, Nino Vieira jouissait d'une grande influence auprès de la population et des militaires. Il entama une restructuration des instances dirigeantes avec une bonne représentation des militaires (Conseil Révolutionnaire) dans les processus de prise

de décision pour mieux diriger la Guinée-Bissau à travers le PAIGC. Toutefois, l'État à travers le parti continuait à se distancer de la base comme sous l'ère Luiz Cabral. Une autre défaillance de l'État voyait le jour à travers ses rapports de clientélisme politique mentionné un peu plus haut. En réalité, ayant bénéficié du soutien des militaires pour accéder au pouvoir, Nino devait leur accorder plus de pouvoir à travers des nominations pour davantage bénéficier de leur loyauté et assurer son maintien à la tête du pays. Cette approche devint normative dans la mesure où, elle garantit les alliances qui permirent de se maintenir au pouvoir au détriment de la démocratie et de l'implantation d'une bureaucratie capable de propulser l'État. Par conséquent, Vieira a accentué un mode de gouvernance qui fragilisait l'État par le biais d'une logique institutionnelle qui entretenait sa négation.

Le renforcement de ce système clientéliste entraîna à son tour une élimination de toute opposition au président au sein du PAIGC et au sein de l'armée, créant des frustrations entre alliés d'hier. Dans le parti, les cadres qui s'opposaient à la politique menée par Vieira sont soit évincés de leur poste ou soit relégués à des positions insignifiantes, d'autres sont emprisonnés par méfiance. Ce qui a donné un caractère autocratique au pouvoir de Vieira et a renforcé la personnalisation du pouvoir rendant encore plus défaillant le système de gouvernance normatif. Ainsi, l'autorité ultime et le pouvoir décisionnel étaient concentrés entre les mains de Vieira et de son petit groupe de partisans, sans obligation de rendre compte, sachant que les stratégies de contraintes des systèmes démocratiques devenaient inopérantes et les lois impuissantes face aux stratagèmes créés pour maintenir le pouvoir personnalisé du chef. Des tentatives de coup d'état s'avouèrent vaines en 1983 et en 1985, les instigateurs furent tués, d'autres prirent la fuite. Ces coups d'état révèlent le factionnalisme qui existait au sein du PAIGC, mais aussi dans l'armée, illustré par la volonté de Vieira de maintenir son pouvoir et son autorité sur le parti d'une part, et, d'autre part, la volonté des membres du gouvernement de contrer les dérives autoritaires du président de la République. C'est le cas des divergences entre Vieira et Victor Saùde Maria (J Forrest, 1987, p.111). Suite à ces coups d'état manqués, certains Balantes devinrent une potentielle menace, ce qui conduisit Vieira à faire le ménage dans le parti et dans l'armée pour se débarrasser d'encombrant Balantes. Cette mesure s'accompagna d'un contrôle de Vieira sur l'ANP qui lui servait ainsi d'appareil institutionnel pour mettre en avant la primauté du PAIGC, qu'il contrôle, sur les institutions politiques du pays. Cette approche engendra des dangers dont le plus grave fut le manque de contrôle et de contrepoids puisqu'il n'y avait aucune instance dotée de pouvoir de contrôle sur les décisions politiques, ni contrepartie pour équilibrer les pouvoirs. Ce qui mena inéluctablement à une bureaucratie

inefficace, une gouvernance non démocratique et à une corruption accrue. Pour conserver son pouvoir à tout prix, Vieira procéda « non seulement à des limogeages mais aussi à des aménagements institutionnels qui renforcent son autorité » (E Sambu, 2015, p.214).

L'État continua ainsi d'évoluer dans une façade de normalité qui en réalité renfermait une instabilité politique sans précédent alimentée par les divergences personnelles, par une méfiance de certaines factions de l'armée mais aussi par une distanciation plus marquée entre les dirigeants et le peuple. L'avènement du multipartisme en 1991 entraîna l'instauration d'un régime semi-présidentiel. Des élections furent organisées en juillet et août 1994 et le PAIGC en sortit vainqueur. Vieira conservait un pouvoir total sur le gouvernement et persistait dans ses méthodes dictatoriales. Il bénéficiait d'une protection assurée par des gardes spéciaux, utilisait la police pour surveiller ou intimider ses opposants, et s'éloignait de plus en plus du public et des membres de son parti (International Crisis Group, 2008, p.12). Il sera finalement évincé du pouvoir par Ansumane Mané et ses hommes à la suite d'une guerre à l'issue de laquelle, défait, Vieira refusa de quitter le pouvoir, avant d'y être contraint par un putsch mené par Mané. La junte prit le pouvoir jusqu'au lendemain de l'élection de Kumba Yala en 2000 comme troisième Président de la République de la Guinée-Bissau. Personnalisation du pouvoir, autoritarisme, népotisme, clientélisme, corruption, cassure avec le PAIGC et le peuple et immixtion de l'armée dans le pouvoir politique étaient ce que Vieira a laissé comme legs de l'État en Guinée-Bissau. Son successeur hérita de cet État qui périssait et accentua davantage sa fragilité.

Kumba Yala, marcha sur les traces de son prédécesseur en entretenant des relations clientèles avec son entourage politique, il renforça sa base ethnique au sein des instances dirigeantes. Une politique tribale qui vit la promotion des militaires Balantes et la nomination de plusieurs hommes politiques de la même ethnie. Cette démarche lui permit d'avoir une base politique au sein de son groupe ethnique mais aussi d'acquérir un pouvoir militaire par le biais de la promotion des soldats Balantes. Yala se montra autoritaire et annihila toute opposition à l'ethnisation de l'armée, ce qui résultait à l'assassinat de Ansumane Mané qui voyait d'un mauvais œil la montée de ces derniers dans l'armée. Cette approche mit à jour les intentions de Yala : mépriser les institutions normatives de l'État au profit de son pouvoir politique. Des antagonismes survinrent entre lui et son chef de gouvernement, le Parlement fut dissous en novembre 2002. Son régime résista à deux coups d'état avant de se faire renverser en 2003 par le général Correia Seabra. Les coups d'état montrent jusqu'à cette période que les militaires ont le pouvoir de maintenir ou de renverser des régimes démocratiquement élus. Un pouvoir de transition dirigea le pays jusqu'aux élections présidentielles de 2005, qui permirent le retour

aux affaires de Nino Vieira, soutenu dans ce come-back par les militaires et plus précisément par un des hommes forts de l'armée, le chef d'Etat major Général Tagme Na Wai, après l'assassinat de Verissimo Correia Seabra. Les militaires ont d'ailleurs « imposé » Nino Vieira comme Président, dans un semblant de mise en place d'un ordre constitutionnel dont ils allaient tirer les ficelles pour satisfaire leurs intérêts politiques et économiques. Dans cette situation, l'État s'est retrouvé sous influence des militaires, une situation qui dégrade davantage la stabilité politique de la Guinée-Bissau. Mettant en relief cette position hiérarchique de l'armée sur l'État et ses institutions, le Rapport de International Crisis Group (2008, 17) fait savoir : « Vieira garde la vie sauve et peut gérer les affaires de l'Etat dans la mesure où il ne commet aucune décision politique qui pourrait aller à l'encontre des intérêts de l'armée ». Vieira se livra à un règlement de compte et fit assassiner les militaires proches de Ansumane Mané, limogea le premier ministre, entraînant ainsi une énième crise de l'exécutif au sein de l'appareil d'État, un comportement politique qui s'inscrit en droite ligne de la négation de créer un environnement politique stable pour le bien-être de la population.

Toutefois, avec le pacte de stabilité mis sur pied en 2007 par certains Parlementaires coalisés, les institutions politiques commencèrent à retrouver une certaine crédibilité, au point de remettre en cause la parcelle de pouvoir du Président Vieira. Cette quête de stabilité permit de placer au sein de l'exécutif Martinho Ndafo Cabi et un gouvernement qui n'est pas soumis aux désirs de Vieira, initiative saluée par la Communauté internationale ainsi que par les pays partenaires de la Guinée-Bissau, dans un contexte où le pays devenait de plus en plus une zone de transit pour les narcotrafiquants. Ces derniers ont su profiter de la complicité des élites politiques et militaires et de la fragilité de l'État dont les institutions très affaiblies, par les connivences issues des jeux d'intérêt, ne permettent pas un contrôle effectif du territoire.

Par conséquent, au régime néo-patrimonial de l'État dans lequel se concentraient personnalisation du pouvoir et forte influence militaire, vint s'ajouter un État criminel sous l'ère Vieira (M Shaw, 2015, p.354) qui fait de la Guinée-Bissau un terreau fertile des cartels sud-américains. Le PAIGC qui était naguère un parti libérateur, une inspiration pour les combattants de la dignité de l'homme noir, devint un monstre politique nourri par les fortes dissensions internes qui impactèrent la bonne marche vers la stabilité politique tant voulue par les Parlementaires. En réalité, le manque d'institutionnalisation de l'État en Guinée-Bissau a été rendu possible par la personnalisation exacerbée du pouvoir politique par les militaires (les anciens du FARP) en partie et par les anciens leaders Guinéens du PAIGC qui ont considéré l'indépendance comme un moyen de se servir des ressources de l'État à leurs fins personnelles.

Ce qui a mené inéluctablement à la crise de l'État en Guinée-Bissau en développant une spirale de conflits ayant paralysé le pouvoir civil. Parlant de ce concept comme facteur de troubles politiques, Philippe Mocellin et Philippe Mottet affirment : « Facteur de luttes violentes pour l'accès et le maintien au pouvoir, ce mécanisme visant à l'accaparament du pouvoir et des ressources par un clan ou une famille, est de fait, générateur de risque de conflictualité » (2019, p.117).

La vision suscitée par le pacte de stabilité fut de courte durée. Les rivalités internes et la volonté d'accéder au pouvoir conduisirent à de nouvelles instabilités politiques. La tentative de coup d'état de l'Amiral Bubo Na Tchuto qui se réfugia en Gambie par la suite, l'attaque des militaires à la résidence du Président et l'attaque perpétrée par la garde présidentielle chez le Général Tagme Na Wai entraînèrent une confusion. Cette situation de méfiance, associée parfois à une confiance trompeuse, mena à des rivalités entre le président de la République et le Général. Celui-ci fut assassiné au début du mois de mars 2009, son meurtre entraîna à son tour l'assassinat *ipso facto* de Nino Vieira chez lui le même jour. Les observateurs de International Crisis Group (2009, p.5) retiendront du second passage de Nino à la présidence les éléments ci-après :

Following his 2005 election, Vieira's term was marked by inefficiency and political infighting, especially with the chief of the defence staff and the prime minister. But the majority viewed the events as confirmation of the military's continued grip on power and its destabilising effect on the country. Many opposition leaders described the assassinations as a de facto coup, asserting that political control remains in the hands of the military, despite its commitment to respect constitutional order.

Conformément à la Constitution, le Président de l'ANP, Raimundo Pereira devint président par intérim de la Guinée-Bissau après l'assassinat de Vieira, il tint les rênes du pays jusqu'aux élections présidentielles de juin 2009 remportées par Malam Bacai Sanhá. Son magistère ne dura que trois ans, temps globalement passé à l'infirmerie. Toutefois, un soulèvement militaire a entraîné l'arrestation du premier ministre Carlos Gomez par les militaires en 2010 ce qui a été considéré comme une tentative de coup d'état, illustrant une nouvelle fois, la suprématie de l'armée sur les institutions incarnées par le pouvoir civil. Sanhá succombait d'une maladie en 2012 et fut remplacé par Raimundo Pereira qui fut chargé d'organiser des élections pour élire un nouveau président. Le premier ministre se présenta et remporta les élections mais fut aussitôt renversé par un putsch, entraînant à nouveau la Guinée-Bissau dans une instabilité politique. Cette fois-ci, la raison évoquée par les militaires est l'interférence des Angolais dans l'élection de Gomes qui représentait une menace pour l'armée et par conséquent, il risquait de remettre en cause leurs « acquis » avec le débat agité autour de la réforme du secteur sécuritaire. Gomes

faisait aussi face à l'hostilité de Manuel Serifo Nhamadjo et de Kumba Yala ; le premier aurait influencé les militaires à annuler le verdict des urnes par un coup d'état. Il sera finalement porté à la présidence pour mener le pays vers la tenue de nouvelles élections en 2014. Celles-ci ont opposé plusieurs partis politiques et des candidats indépendants, José Mario Vaz du PAIGC fut élu. Il dirigea le pays pendant cinq ans avec plusieurs premiers ministres. Cette pluralité de chefs de gouvernement tient du fait des divergences multiples qui ont affecté le pouvoir exécutif de l'appareil d'État. Huit premiers ministres au total au cours d'un mandat de cinq ans, ce qui révèle une instabilité politique aberrante tirant sa source des divergences insurmontables au sein du PAIGC, amplifiées par le système politique en vigueur depuis 1991.

En définitive, l'évolution de l'État en Guinée-Bissau depuis 1980 jusqu'en 2019 montre l'existence d'une gestion personnalisée du pouvoir politique, un envahissement de l'espace politico-institutionnelle par les militaires inspirés par l'attrait du système néo-patrimonial. Ce qui a justifié des coups d'état tous azimuts alimentant des troubles politiques et une instabilité chronique qui devinrent des supresseurs incoercibles du pouvoir civil et l'instauration d'institutions incarnées par des hommes soucieux de tisser des rapports clientèles avec les détenteurs du pouvoir politique.

3. Analyse des contraintes principales de l'État en Guinée-Bissau

Le problème fondamental de l'État en Guinée-Bissau constitue l'absence d'un pouvoir institutionnalisé. En effet, dans cette ancienne colonie portugaise les institutions et les lois ne jouent pas un rôle central dans l'exercice du pouvoir et dans la légitimation de l'autorité politique. Le pouvoir politique en Guinée-Bissau manque de légitimité dans la mesure où il ne peut pas assurer une domination suscitée par des règles et des normes clairement définies, comme Weber l'enseigne à travers la domination légale rationnelle. La constitution de la République de la Guinée-Bissau est reconnue et acceptée de tous mais dans la pratique cette acceptation reste ineffective. Le principe vital du fonctionnement des États modernes repose sur le pouvoir coercitif car c'est à travers celui-ci qu'ils parviennent à maintenir l'ordre et la stabilité à l'intérieur des frontières de leurs territoires, en cas d'inefficacité du cadre légal rationnel. Il se manifeste par les forces de sécurité, par le monopole de la violence légitime, par le maintien de l'ordre et par la défense nationale. L'instrument le plus légitime que l'État a par conséquent pour réprimer constitue son armée. Celle-ci est invitée dès lors à être une armée républicaine, ce qui sous-entend sa subordination au pouvoir civil, le respect de l'état de droit, le professionnalisme et la non-intervention dans la politique. Dans le cas de la Guinée-Bissau, la nature de l'armée et la fonction qui lui était dévolue lors de la guerre de libération en font

une défaillance énorme dans le système de fonctionnement de l'État. Cette armée devait être tributaire de l'État et être un moyen par lequel le principe répressif deviendrait actif.

Le constat en Guinée-Bissau est que l'armée constitue un pouvoir parallèle et s'adjuge autant que possible le rôle de dirigeant pour bénéficier des avantages et privilèges qu'offre le pouvoir politique. La non-intervention politique suppose que les forces armées ne doivent pas s'engager dans les affaires politiques internes et ne doivent pas influencer le processus démocratique. Or en Guinée-Bissau, l'armée a rationalisé une intervention politique depuis 1980 et ceci est monté crescendo. La Constitution de la République de la Guinée-Bissau est assez claire vis-à-vis des FARP reconvertis dans les Forces armées, et le premier alinéa de l'article 5 exprime une reconnaissance à ces derniers. Toutefois, cette reconnaissance et cette célébration des héros de la lutte de libération ont signifié autre chose pour les militaires. Cela est, en effet, interprété comme un sentiment de mérite et une obligation pour l'État de mettre les conditions nécessaires pour servir leurs intérêts compte-tenu des sacrifices consentis lors de la guerre de libération. Cette conception de la capacité à utiliser la violence pour arriver à la libération est restée la même chez les militaires pour satisfaire des intérêts politiques ou soit personnels. Le moment clef de cette transition a été le renversement de Luiz Cabral par Vieira, un ancien du maquis, soutenu par des militaires Balantes. Le développement des rapports clientèles et une personnalisation du pouvoir ont finalement conduit à l'obéissance des hommes en lieu et place des règles institutionnelles. Ainsi, les forces armées se sont retrouvées investies du monopole de la violence qu'elle soit légitime ou non, une prérogative qui revenait à l'État. Cette défaillance technique dans la conception des normes fondatrices et de construction de l'État-nation en Guinée-Bissau a ouvert la voie à la négation par l'armée de ses missions conformément à la Constitution. Occasionnant alors une prééminence des militaires sur les institutions de la République, qui s'arrogent de fait le droit de faire usage de la violence illégalement. Ce qui est antinomique aux caractéristiques d'une armée républicaine qui ne doit défendre que les intérêts de l'État au sens propre et dans le respect des principes éthiques. En définitive, c'est un des piliers essentiels de l'État en Guinée-Bissau qui devient l'une des menaces principales de la stabilité politique et du bon fonctionnement des institutions étatiques.

Cette instrumentalisation de l'armée a, en fin de compte, servi les intérêts des militaires et impacté la mise sur pied d'institutions régaliennes qui devaient être rendues opérationnelles par une bureaucratie adéquate. Nous devons la pertinence de ce concept dans la sociologie politique à Weber qui, dans la conception de la domination légale-rationnelle nécessaire pour avoir l'obéissance de la population, met en avant la nécessité des règles et lois établies de manière

formelle, rationnelle et légale. D'ailleurs, Jean François Médard (2000, p.82) fait savoir que « La conception weberienne de l'État et son type idéal de domination légale-rationnelle est celle qui rend le mieux compte de l'idée de pouvoir institutionnalisé ». Pour prospérer, le caractère légitime des règles doit en partie reposer sur l'existence d'institutions bureaucratiques. L'administration bureaucratique d'un État est essentielle pour assurer le fonctionnement efficace et efficient du gouvernement. Elle permet la mise en œuvre des politiques publiques, la fourniture de services aux citoyens, et contribue à la stabilité et au bon fonctionnement de la société dans son ensemble. Son organisation, sa gestion et son efficacité sont des éléments importants dans l'analyse et l'évaluation du fonctionnement d'un État. Le recours au clientélisme a conduit en Guinée-Bissau à une inefficacité des services publics, puisque les rapports clientélares ne tiennent pas compte de l'aspect compétence et spécialisation ni réglementation. Ces composantes essentielles développées par Weber constitue une pierre angulaire dans la conception moderne d'un État. Dans le cadre des États post-coloniaux, elles constituent des facteurs de développement et des moyens de réduction des comportements clientèles et néo-patrimoniaux au profit d'une bonne exécution des politiques publiques. La troisième contrainte est inhérente au régime politique.

Adopté en 1991, le régime semi-présidentiel en vigueur en Guinée-Bissau renferme, dans le contexte du pays, des germes d'instabilité à la tête de l'exécutif. Le pouvoir exécutif est partagé entre deux hommes clefs : le Président de la République et le Premier Ministre. La coexistence des pouvoirs dans le régime semi-présidentiel y a créé moult tensions et a entraîné des instabilités politiques, en raison de la dualité des exécutifs ; en témoignent les rivalités entre Malam Bacaï Sanha et Carlos Gomez Junior et les changements interminables de premiers ministres. Ainsi, la division des responsabilités entre le Président de la République et le Premier Ministre a conduit à des désaccords sur les politiques et les décisions, entraînant parfois des blocages politiques et institutionnels. Les coalitions fragiles ou les divergences politiques entre ces deux institutions ont plusieurs fois affaibli la stabilité gouvernementale et causé des crises politiques récurrentes au sein de l'exécutif. La paralysie politique s'est maintes fois manifestée quand les deux branches exécutives étaient en désaccord ou en rivalité constante ces dernières années, occasionnant une hémiplegie du corps politique à agir efficacement et à répondre aux défis conjoncturels. Ce qui peut arriver aussi dans les situations où les personnes qui incarnent ces institutions du pouvoir exécutif sont issues de camps politiques différents. Les conséquences pouvant résulter de cela dans le contexte bissau-guinéen sont : la difficulté de gouvernance et l'éventuelle dissolution du gouvernement et ou du parlement. La première surgit

puisque l'existence de priorités politiques divergentes entrave la mise en place de réformes cohérentes et la seconde intervient en cas de désaccord majeur entre le Président et le Premier Ministre, entraînant la démission du gouvernement ou la dissolution du Parlement. Toutes ces situations sont porteuses de germes qui pourraient influencer les forces armées à intervenir militairement et troubler l'ordre constitutionnel.

Par conséquent, pour atténuer ces risques, il est essentiel d'avoir des mécanismes clairs de coopération et de partage de responsabilités entre ces deux figures de l'exécutif, ainsi qu'une constitution solide pour définir précisément les rôles et les pouvoirs de chaque branche exécutive. Un dialogue politique et une coopération entre les deux pouvoirs peuvent également contribuer à atténuer les tensions et à favoriser la stabilité gouvernementale.

Conclusion :

« L'Afrique n'a pas besoin d'hommes forts mais plutôt de fortes institutions » disait Barack Obama le 11 juillet 2009 au Ghana, ce constat tire sa source du fait que les États en Afrique sont minés par une paralysie de leurs institutions. L'ancien président des États-Unis n'a pas pris en compte la portée de la patrimonialisation du pouvoir en Afrique. La Guinée-Bissau souffre du même mal, les hommes au sein du binôme armée-politique se considèrent plus importants que l'État et ses institutions en amalgamant la position de pouvoir et la personne titulaire du pouvoir. La défaillance de l'État et de ses institutions en Guinée-Bissau est liée d'une part à ces personnes qui les incarnent faisant de la chose publique une chose privée. Ces derniers ont freiné le développement l'État car ils ont infesté l'armée et la principale formation politique qu'est le PAIGC, entraînant des remous politiques constants. D'autre part, la nature de l'accession du pays à l'indépendance a contribué à cet état de fait avec la rationalisation de la violence et de ses acteurs dans le contexte post-colonial mais aussi de la primauté accordée au PAIGC comme instrument politique légitime pour diriger le pays. En Guinée-Bissau, l'avènement de l'État moderne s'est produit dans une situation violente ce qui a consolidé le rôle primordial de l'armée et de son importance en tant qu'appareil répressif pour parvenir à des fins sociopolitiques. Des espoirs de lendemain meilleur existent avec cette nouvelle génération de dirigeants politiques et militaires soucieux de faire de la Guinée-Bissau un havre de paix à travers des réformes et l'instauration des cadres de dialogue sincère, sans quoi la croissance sociale, économique et politique reste chimérique.

Bibliographie

CABRAL Amilcar, 1975, *Unité et lutte II : la pratique révolutionnaire*, Paris, François Maspéro.

- CHABAL Patrick, 1983, *Amilcar Cabral: Revolutionary Leadership and People's War*, Cambridge, Cambridge University Press.
- FORREST Joshua B., 1987, "Guinea-Bissau since Independence: A Decade of Domestic Power Struggles", *The Journal of Modern African Studies*, 25(1), p. 95-116.
- FORREST Joshua B., 2002, "Guinea-Bissau", London, Hurst and Co., p. 236-263.
- International Crisis Group, 2008, *Guinée-Bissau : Besoin d'Etat*, Rapport Afrique N°142, Juillet 2008.
- International Crisis Group, *Guinea-Bissau: Beyond the Rule of the Gun*, Crisis Group Africa Briefing N°61, 25 June 2009.
- MEDARD, Jean François, 2000, « Clientélisme politique et corruption », *Tiers-Monde*, 41(161), p. 75-87.
- MOCELLIN Philippe et MOTTET Philippe, 2019, *Introduction à la géopolitique en 50 fiches. Défis, enjeux et conflits contemporains*, Paris, Ellipses.
- SAMBU Etchen, 2015, « La stabilité démocratique : une solution pour la consolidation la paix en Afrique de l'Ouest : le cas de la Guinée-Bissau », Dakar, Gorée Institute, p. 201-228.
- SHAW Mark, 2015, « Drug Trafficking in Guinea-Bissau 1998-2014: The Evolution of an Elite Protection Network », *The Journal of Modern African Studies*, 53(3), p. 339-364.
- Weber, Marx, 1963, *Le savant et le politique*, trad. J. Freund et al., Paris, Éditions 10/18, « Bibliothèque10/18 »